

mai 2020



UN Women/AGRIFED

Dossier de plaidoyer

**IMPACTS DE LA COVID-19 SUR LES
FEMMES ENTREPRENEURES AU MALI**

Au Mali, la COVID-19 a été identifiée le 25 mars 2020. La population est durement touchée par le ralentissement économique que le virus occasionne. Les mesures telles que la limitation des mouvements, l'interdiction des regroupements de plus de 50 personnes (en général), la réduction des heures d'animation des marchés publics, la fermeture des écoles, l'interdiction des cultes religieux de groupe, la suspension du trafic aérien non essentiels ainsi que la réduction des transports terrestres publics ont de lourdes conséquences sur l'économie. Ces mesures qui limitent les mouvements et promeuvent la distanciation physique, ont en effet porté un coup dur aux activités économiques des femmes et de leurs fournisseurs.

La pandémie exacerbe les différences socio-économiques et les femmes sont particulièrement touchées de ce point de vue, qu'elles soient cheffes d'entreprise, travaillent dans la transformation de produits ou actives dans le secteur informel. Pour mieux comprendre l'impact de la crise sur les femmes économiquement actives, ONU Femmes a conduit une enquête téléphonique auprès de 165 femmes entrepreneures sur les changements survenus en lien avec cette crise entre mars et avril 2020.

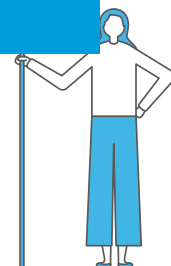
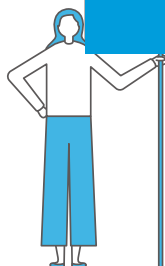
Les femmes ont identifié les problèmes d'accès aux intrants et aux marchés, ainsi que l'incapacité d'entreprendre des activités de transformation en groupe, comme étant les impacts principaux de la crise de la COVID-19. Elles demandent des mesures urgentes pour faciliter l'accès au financement ainsi que des mesures de protection sociale renforcées au travers de partenariats avec les coopératives de femmes et des différents groupes économiques. Elles demandent également un engagement de l'État vers une pratique de commandes publiques sensibles au genre pour dynamiser ce segment de l'économie malienne.

>96% La proportion des femmes qui ont perdu leurs revenus entre mars et avril 2020

USD 19 milliards les pertes totales estimées pour le secteur informel et les TPE appartenant à des femmes

20% la proportion de femmes qui ont dû arrêter leurs activités économiques

<4% la proportion de femmes qui ont pu maintenir ou augmenter leurs revenus malgré/avec COVID-19 grâce à une production liée au COVID-19, par exemple le savon.





L'impact de la crise sur les femmes entrepreneurs

Près de 20% des femmes ont dû arrêter leurs activités entre mars et avril 2020. Les femmes ont perdu environ 98% de leurs revenus à cause du ralentissement ou de l'arrêt de leurs AGR. De telles pertes s'étendent aux fournisseurs des femmes, à leurs associé(e)s, aux autres membres de leurs associations et coopératives, ainsi qu'aux employé(e)s. Les pertes occasionnées pour l'ensemble des femmes actives dans l'informel et les TPE avoisinent la somme de USD 19 milliards. « *Les activités génératrices de revenus ont ralenti à cause de la COVID-19. On n'a même pas pu payer les travailleurs de la coopérative le mois passé (mars 2020). Nous sommes maintenant confrontées à un problème de paiement de la location de la boutique, de l'eau-électricité, des employé(e)s* » a expliqué une enquêtée qui œuvre dans une union de coopératives de 1562 personnes, la plupart d'entre elles étant des femmes.

L'accès aux intrants et au marché : des obstacles centraux au redressement économique. Le manque de liquidités et l'accès au marché limité font partie des problèmes principaux que les femmes rencontrent pour continuer leurs activités économiques. Le ralentissement, voire l'arrêt, des activités économiques et des exportations ont entraîné une absence des paiements et des liquidités pour les entreprises dont les économies sont restreintes. « *On est en train de prendre continuellement des prêts. On a besoin de n'importe quelle aide, mais c'est urgent* ».

L'accès aux matières premières : un autre obstacle au redressement économique. Même si certaines femmes ont profité des opportunités de marché liées à la pandémie, comme la production de savon, être active dans la savonnerie n'est pas systématiquement un avantage comparatif. Pour beaucoup de femmes qui exercent dans la cosmétique, elles regrettent de n'avoir pas de matières premières ou de fonds de roulement pour profiter de la conjoncture économique. Il en va de même pour les couturières qui ont besoin de plus d'équipements et de matières premières pour saisir les opportunités liées à la commande de masques qui n'est souvent payée qu'après livraison.

Les secteurs de la vente et de la transformation agricole très affectés. Au Mali, les femmes représentent 49% de la population agricole, 70.2% des exploitants maraîchers (UNW, 2018) et détiennent 97% de la transformation des produits agricoles (IER, 2017). La transformation agro-alimentaire est l'un des secteurs particulièrement fragilisés par la crise. L'enquête a en effet permis d'identifier des effets plus sévères au niveau des secteurs où l'interaction, le rapprochement social et le contact physique sont indispensables, surtout dans le contexte local, que ce soit dans la chaîne de production (transformation) ou dans la vente. « *Je vendais au moins pour 5000 FCFA par jour, mais actuellement ça me fait presque 5 jours que je retourne bredouille à la maison. Je n'ai même plus envie d'aller au marché* ».

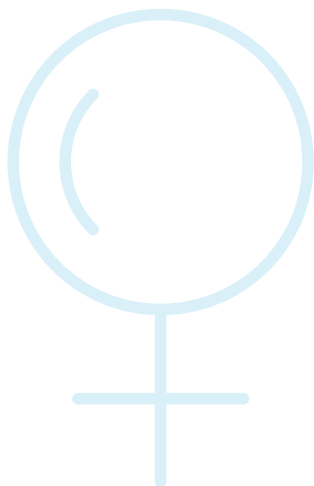
Comment la COVID-19 impacte les femmes

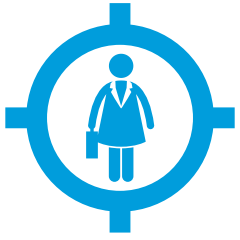
Madame Saly est à la tête d'une petite entreprise d'exportation du fonio. « Mon entreprise a reçu un marché d'exportation du fonio aux USA pour 10 conteneurs de 20 tonnes soit une valeur de 450 000 USD (~270 millions FCFA). L'entreprise a déjà fini la production de la commande mais reste bloquée par rapport à l'envoi et également (...); tout ceci est en train d'avoir un sérieux impact sur l'activité [économique] ».

Madame Coumba a la charge de 7 enfants, elle a perdu sa source de revenus dans la vente de vêtements à cause des restrictions de mobilité. « Je recommande surtout (...) de fournir de la nourriture de première nécessité et des kits de production aux femmes, et de sensibiliser. Il faut leur faire parvenir le soutien directement et aussi faire le transfert d'argent cash directement aux femmes ».

Madame Binta est mariée avec enfants, et a 5 personnes à charge. Elle a un salon de coiffure et offre d'autres services. « On ne gagne rien. En temps normal, on avait 40,000 FCFA environ par jour. Et les dimanches jusqu'à 100,000 FCFA ».

Madame Fatou fabrique des produits cosmétiques et alimentaires tels que la crème à lèvres, le lait, le beurre de karité, le miel. Un réseau de 1562 personnes dépend de ses activités. Elle fait en plus le petit commerce. « C'est la peur et le désespoir ; la pauvreté. Le problème de rassemblement. Des membres de ma famille ont été infectés. Les activités génératrices de revenus ont ralenti à cause de la COVID-19. On n'a même pas pu payer les travailleurs de la coopérative le mois passé (mars 2020). On a eu un contrat de marché avec l'extérieur mais les demandeurs ont arrêté les commandes. Nous avons un problème de mévente localement aussi, de sorte que nous n'avons aucun revenu. Nous sommes maintenant confrontées à un problème de paiement de la location de la boutique, de l'eau-électricité, des employés; un problème de mévente ».





COVID-19 : Réponses adaptées aux besoins des femmes entrepreneures

Mesures gouvernementales

Le gouvernement du Mali a mis en place un certain nombre de mesures pour soutenir les PME. Par exemple, les dettes accumulées par les entreprises affectées par la COVID-19 seront restructurées et des directives seront fournies aux banques afin que les entreprises puissent bénéficier de concessions accordées par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Un fonds de garantie du secteur privé a été mis en place, d'un montant total de 20 milliards de FCFA, pour garantir la couverture des besoins de financement des PME. Des dégrèvements fiscaux, au cas par cas et secteur par secteur, sont prévus pour les entreprises du secteur privé les plus impactées par les mesures introduites pour lutter contre la COVID-19, comme les industries du tourisme (hôtellerie, voyages et restauration) et des transports, en vue de protéger les emplois.

Les mesures demandées par les femmes

Si les mesures mises en œuvre par le gouvernement sont essentielles pour soutenir les activités économiques, les femmes entrepreneurs considèrent que certaines d'entre elles sont difficiles à atteindre, en particulier pour les très petites (micro) entreprises qui ont besoin d'un soutien supplémentaire et qui représentent 76% des entreprises féminines (UNW, 2017). Elles ont énoncé des besoins spécifiques pour atténuer les impacts causés par la COVID-19 :

Inclusion des femmes dans le processus décisionnel. Consulter les associations de femmes lors de la conception et de la mise en place des mesures de distanciation physique (p.ex. impliquer les femmes dans l'établissement des mesures garantissant une continuité de l'activité économique (p.ex. concernant les horaires du couvre-feu et le contrôle des prix).

Protection sociale. Développer des transferts monétaires et des transferts alimentaires. Soutenir les ménages vulnérables en aidant à payer le loyer, l'eau et l'électricité. Envoyer des soutiens en nature et en cash directement aux femmes à travers leurs unions, coopératives et associations.

Appliquer les principes de commandes publiques sensibles au genre. Mettre en place les dispositions politiques et administratives requises pour que les institutions accroissent l'achat des produits auprès des femmes pour permettre de soutenir leurs AGR. A cet effet, il faut aussi équiper les femmes afin qu'elles produisent les outils de protection individuelle (PPE en anglais) ainsi que d'autres produits ou matériels nécessaires pour lutter contre la COVID-19, comme les masques, le savon.

Accès au financement. Fonds de roulement pour soutenir le fonctionnement des activités économiques, l'accès accéléré au crédit adapté aux entreprises dirigées par des femmes qui ne disposent pas de garanties exigées par les institutions financières.

Accès aux intrants. Prendre des mesures pour faciliter l'accès aux intrants subventionnés en quantité suffisante et dans les délais requis.

Mesures de préventions. Collaborer davantage avec les organisations de femmes pour sensibiliser aux risques liés à la COVID-19 et fournir des kits de protection contre coronavirus (gel de nettoyage, l'essentiel pour le lavage, masques).



La réponse d'ONU Femmes Mali

ONU Femmes Mali en lien avec le Système des Nations Unies adresse les besoins définis par les femmes lors de cette enquête au travers notamment : des aides alimentaires, de kits de protection, de formations techniques pour la production de savon et gel hydroalcoolique, de soutiens technologiques et de la sensibilisation ou de la promotion des actions pour acheter auprès des femmes. Le transfert de cash est en cours de discussion, tout comme le dialogue avec le gouvernement pour assurer que les plans de relance économique prennent en compte les besoins des femmes et des filles.

